

## Introduction

Le terme « économie » recouvre deux significations proches. D'après le classique français Jean-Baptiste Say (1767-1832 <sup>-1-</sup>), il désigne l'ensemble des phénomènes liés à la production, la circulation et l'utilisation des « biens rares », ceux qui remplissent simultanément deux conditions : satisfaire un besoin pour être demandés et ne pas être donnés à profusion par la nature afin qu'une offre se manifeste. Ils se reconnaissent au fait qu'ils s'échangent contre de la monnaie ou un autre bien de la même nature. S'interroger sur la conjoncture ou les moyens déployés par l'Etat pour l'améliorer (on parle alors d'un art) relève de cette acception. Le même mot identifie aussi la discipline universitaire qui étudie ce domaine. Du fait de la désutilité du travail, elle traite de l'optimisation des choix en univers contraint (quel panier de biens maximise les satisfactions du consommateur dans la limite de son budget ou quelle combinaison de facteurs minimise le coût de l'entreprise pour une production donnée ?). La science économique s'articule autour de quelques questions fondamentales auxquelles les écoles de pensée, ancrées sur des postulats et/ou des jeux d'hypothèses différents, apportent chacune un ensemble de réponses qui forment système. Chaque éclairage théorique forge une panoplie de recommandations destinées aux décideurs de la sphère politique et aux praticiens des firmes. L'opposition point par point des deux grandes approches fournit une lecture transversale de la discipline de nature à servir la compréhension de l'étudiant comme celle du citoyen désireux de s'approprier les clés de son environnement social.

Au prix d'une axiomatique très restrictive, le versant libéral se fonde sur l'autorégulation du marché qui réduit l'entreprise à une « boîte noire » obéissant au seul calcul de rentabilité, voire à un simple « nœud de contrats » conclus entre des agents extérieurs mus par leur intérêt individuel. Dans ce contexte, seules les grandeurs réelles importent et la monnaie devient un simple intermédiaire, un « voile ». Les revenus distribués lors de la création des richesses sont ensuite « dépensés » en consommation et en épargne ; celle-ci précède l'investissement, ce qui justifie la préférence pour le régime financier de l'intermédiation de marché (finance directe). Exogène, l'émission de numéraire se dissout dans l'évolution du niveau général des prix conformément aux enseignements des monétaristes et des nouveaux classiques. La concurrence pure et parfaite contraint les firmes à optimiser en permanence la combinaison des facteurs utilisés en regard de leurs prix relatifs, d'où à long terme une croissance régulière de plein emploi garantie par la flexibilité de la répartition entre les salaires et les profits. Puisque l'économie libérale convertit spontanément la coopération des hommes en supplément de richesses, la théorie des échanges internationaux en extrapole par homothétie les bienfaits au plan mondial et l'intervention de la puissance publique se borne à pourvoir au bon fonctionnement du marché et à le suppléer dans les activités qui échappent à sa logique.

Héritier d'une tradition contestataire née au début du XIX<sup>ème</sup> siècle et imprégné des contingences historiques, le versant keynésien insiste sur la surdétermination d'un système doté d'un nombre insuffisant de variables d'ajustement endogènes pour s'autoréguler. Pierre angulaire de ce raisonnement, la préférence pour la liquidité révèle un taux d'intérêt exogène condamnant l'économie à la sous-

---

<sup>1</sup> Dans le *Discours préliminaire* de la sixième édition de son *Traité*, l'auteur précise : « L'économie politique [...] enseigne comment se forment, se distribuent et se consomment les richesses qui satisfont aux besoins des sociétés ». Ce triptyque constitue aussi le plan de l'ouvrage. Say Jean-Baptiste, *Traité d'économie politique, ou simple exposition de la manière dont se forment, se distribuent et se consomment les richesses*, 1803, Paris.

optimalité dans le cas général. Inscrite dans un univers chaotique, l'entreprise mutualise les contraintes et les incertitudes conformément à une conception plus managériale qu'actionnariale. En l'absence d'un processus capable d'égaliser au niveau convenable épargne et investissement, celui-ci obéit aux stimulations de la demande effective et aux manipulations du loyer de l'argent (coût du capital). Cette relation intègre les sphères réelle et monétaire. L'émission de moyens de paiement (crédit, planche à billets) permet les dépenses (publiques et privées) qui précèdent et alimentent le revenu et donc la consommation nécessaire pour valider la production. Puisque, résidu de ce « circuit », l'épargne apparaît seconde et l'investissement premier, la confrontation entre l'offre et la demande de fonds prêtables passe par l'intermédiation bancaire (finance indirecte). Reflet des requêtes des agents, la création monétaire agit sur le réel dans la limite des conditions posées par le principe du multiplicateur, dont la vigueur est tributaire des biais successifs de la répartition des richesses, principale variable explicative de l'irrégularité de la croissance. Le rythme de celle-ci souffre des contraintes extérieures, d'autant plus prégnantes que l'ouverture est intense. Les keynésiens plaident donc pour la maîtrise des échanges avec le reste du monde, qui, en outre, réduisent le nombre de degrés de liberté de la politique économique pourtant nécessaire pour approcher l'optimum dans un univers surdéterminé.

Ces deux ensembles cohérents de concepts étayent deux paradigmes, deux épures indispensables pour se repérer dans l'entrelacs des relations qui sous-tendent des faits toujours complexes. « C'est parce que la réalité est confuse qu'il faut l'aborder avec des idées claires » écrit Raymond Aron <sup>(1)</sup>. Chacun des huit premiers chapitres met en perspective les réponses libérale (première partie) et « keynésienne » (deuxième partie) à une même question avant d'analyser et discuter les problèmes du monde contemporain et ses grandes controverses (la gouvernance d'entreprise, l'euro, l'endettement souverain, la mondialisation...). Inévitablement, les deux éclairages croisent les champs micro et macroéconomique. Le neuvième chapitre les articule sous forme d'un modèle de dissertation.

---

<sup>1</sup> Aron Raymond, *Les étapes de la pensée sociologique*, 1967, Paris.

## Chapitre premier

# Autorégulation ou surdétermination ?

Pour échapper à une société régulée par la morale, les philosophes des XVII<sup>ème</sup> et XVIII<sup>ème</sup> siècles cherchent une alternative dans des mécanismes spontanés qui seraient le corollaire de l'épanouissement des libertés individuelles. En matière économique, inspirés par l'Ecossais David Hume (1711-1776 -<sup>1</sup>-), les auteurs classiques, français et britanniques, affirment qu'il faut « laisser faire, laisser passer » (<sup>2</sup>) les égoïsmes individuels, sachant que la concurrence les borne et les combine au mieux, finalement au bénéfice de l'intérêt collectif (<sup>3</sup>). Sauf cas particuliers, l'intervention de la collectivité ne peut qu'en altérer le mécanisme automatiquement régulé. Par la suite, leurs successeurs libéraux découvrent les conditions de fonctionnement extrêmement restrictives de l'économie de marché.

John Maynard Keynes (1883-1946) rompt avec cette tradition pour montrer l'impossibilité de cette autorégulation ; à court terme, le nombre insuffisant des variables d'ajustement endogènes surdétermine un système que l'Etat doit par conséquent aider à se rapprocher de l'optimum (<sup>4</sup>).

Ce débat théorique se réactive à chaque fois qu'il faut interpréter les dysfonctionnements conjoncturels (inflation, chômage) et imaginer des solutions.

## I) L'autorégulation des marchés

Le marché est le lieu où s'affrontent les demandeurs (acheteurs potentiels) et les offreurs (vendeurs potentiels). Parfois, on peut en observer concrètement la mécanique, par exemple à la Bourse des valeurs ou lors d'une mise aux enchères. Le plus souvent cependant, la rencontre des acteurs se fait à distance ; on ne marchandise pas chez l'épicier mais la concurrence s'exerce tout de même car, si c'est son intérêt, le chaland changera d'enseigne pour ses prochaines emplettes.

D'abord localisé et fondé sur le troc, le marché existe depuis que règne la compétition entre les producteurs familiaux qui tentent d'échapper à l'autosuffisance familiale. Mais l'historien français Fernand Braudel (1902-1985) fait remonter au Moyen Age l'émergence de ce qu'il nomme « l'économie de marché », étape marquée par l'apparition des marchands-banquiers, la multiplication des foires et l'introduction de techniques financières sophistiquées (<sup>5</sup>). Pour lui, le capitalisme apparaîtra entre le XV<sup>ème</sup> et le XVIII<sup>ème</sup> siècle avec le développement des échanges internationaux et des monopoles, d'où la remise en cause des conditions de la concurrence.

---

<sup>1</sup> Hume David, *Discours politiques*, 1752, Edimbourg, 1993, Paris.

<sup>2</sup> A l'infinitif, l'expression est employée par Vincent de Gournay (1712-1759), lorsqu'il enjoint le gouvernement de supprimer les droits de douane intérieurs sur le blé (1752). Elle est devenue « laissez faire, laissez passer » sous la plume de Jacques Turgot (1727-1781) dans son *Éloge de Vincent de Gournay*, 1759.

<sup>3</sup> A ce sujet, on consultera l'œuvre éclairante du philosophe français Jean-Claude Michéa (né en 1950), en particulier *L'Empire du moindre mal, essai sur la civilisation libérale*, 2007, Paris (Editions Climats, Flammarion).

<sup>4</sup> Keynes John Maynard, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936, Cambridge, 1942, Paris.

<sup>5</sup> Braudel Fernand, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme du XV<sup>ème</sup> au XVIII<sup>ème</sup> siècle*, 1979, Paris.

Comme le souligne Karl Polanyi (1886-1964 <sup>-1-</sup>), la logique du marché, auparavant limitée aux opérations économiques « encastrées » dans les activités humaines, prétend désormais à l'autonomie pour régler l'ensemble des relations sociales (existence d'un marché du travail par exemple).

## A) Le marché des biens

Pour être demandé, un bien doit répondre à un besoin humain ; il ne sera offert que s'il n'est pas donné à profusion par la nature. On définit ainsi les biens rares qui s'échangent, entre eux ou contre de la monnaie, sur un marché où se déterminent les prix <sup>(2)</sup>.

### I) La demande

L'un des fondateurs de l'école marginaliste, l'économiste français Léon Walras (1834-1910) s'interroge sur ce qui fait la valeur d'un bien : « La rareté [...] se confond rigoureusement [...] avec l'intensité du dernier besoin satisfait. Il ne saurait, en effet, y avoir de dernier besoin satisfait s'il n'y avait pas de besoin, si la marchandise n'avait ni utilité d'extension, ni utilité d'intensité, si elle était inutile. Et l'intensité du dernier besoin satisfait serait nulle si la marchandise [...] était illimitée en quantité. [...] S'il est mathématiquement démontré que la rareté et la valeur d'échange sont deux phénomènes concomitants et proportionnels, il est mathématiquement démontré que la rareté est la cause de la valeur d'échange » <sup>(3)</sup>. Dans le même texte, il différencie les deux notions : « La valeur d'échange est réelle ou objective, elle est dans les choses ; la rareté est en nous, elle est subjective ou personnelle. Il n'y a rien qui soit la rareté de la marchandise (A) ou de la marchandise (B), rien non plus, par conséquent, qui soit le rapport de la rareté de (A) à la rareté de (B) ou le rapport de la rareté de (B) à la rareté de (A). Ce qu'il y a, ce sont les raretés de la marchandise (A) et de la marchandise (B) pour les porteurs (1) (2) (3)... de ces deux marchandises, et le rapport commun des raretés de (A) aux raretés de (B) ou le rapport commun des raretés de (B) aux raretés de (A), pour ces porteurs. C'est seulement en ce qui concerne tel ou tel individu qu'on peut [...] définir la rareté la dérivée de l'utilité effective par rapport à la quantité possédée » <sup>(4)</sup>.

Sans contredire son prédécesseur sur ce point, le néoclassique anglais Alfred Marshall (1842-1924) précise cette relation entre utilité et quantité : « Nous avons vu que, en règle générale, chaque besoin est limité, et que, à mesure qu'augmente la quantité d'une chose qu'un homme possède, le désir qu'il éprouve d'en obtenir davantage diminue d'intensité ; jusqu'au moment où, à sa place, apparaît le désir d'une autre chose, à laquelle peut-être il ne pensait même pas, tant que ses besoins plus urgents n'étaient pas satisfaits. Il y a une variété infinie de besoins, mais chacun d'eux pris isolément est limité. Cette tendance bien connue et fondamentale de la nature humaine peut s'exprimer de la façon suivante par la loi de satiété des besoins ou de l'utilité décroissante : l'utilité totale d'une chose pour quelqu'un (c'est-à-dire la somme des plaisirs ou des autres avantages qu'il en

<sup>1</sup> Polanyi Karl, *la Grande transformation (Aux origines de notre temps)*, 1983, Paris.

<sup>2</sup> Pour approfondir ces notions, voir Bourachot Henri, *Analyse économique et historique des sociétés contemporaines*, 2011, Ellipses, Paris, ou un manuel de microéconomie.

<sup>3</sup> Walras Léon, *Principe d'une théorie mathématique de l'échange*, Journal des économistes, 1874, Paris.

<sup>4</sup> Dans cet article, Léon Walras rend hommage à son père, l'écrivain Auguste Walras (1801-1866), qui est le véritable inventeur de cette théorie.

retire) augmente avec toute augmentation de la quantité qu'il en possède, mais non pas aussi vite que cette quantité. Si cette quantité augmente à un taux uniforme, les avantages qu'il en tire augmentent à un taux décroissant » (1).

En résumé, la valeur d'un bien est proportionnelle à sa rareté qui dérive elle-même de son utilité (L. Walras) ; comme la consommation conduit à la saturation progressive des besoins, plus grande est la quantité d'un bien dont dispose un individu, et moins l'utilité de la dernière unité qu'il s'approprie est élevée (Alfred Marshall). Cette loi de l'utilité marginale décroissante (2, 3) montre que le prix que le demandeur est susceptible de payer lors d'une transaction diminue avec la quantité qu'il acquiert (la courbe de demande est décroissante en fonction du prix). Cette conclusion est clairement énoncée par Alfred Marshall : « Plus est grande la quantité d'une chose qu'une personne possède, plus sera faible, toutes choses restant égales [...], le prix qu'elle consentira à payer pour en avoir davantage : ou, en d'autres termes, plus diminue son prix de demande-limite [prix de demande marginal] pour cette chose » (4).

Certains marchés sont atypiques. Face à une réduction du pouvoir d'achat consécutive à l'augmentation du prix d'un bien primaire, les consommateurs se trouvent parfois contraints d'intensifier leur demande de ce bien indispensable à leur mode de vie. En étudiant les contrecoups d'une mauvaise récolte de pommes de terre en Irlande au XIX<sup>ème</sup> siècle, l'économiste britannique Robert Giffen (1837-1910), a laissé son nom à ce « paradoxe de Giffen » (la pomme de terre est un « bien Giffen »). En outre, l'économiste américain d'origine norvégienne Thorstein Veblen (1857-1929) montre qu'un prix élevé est parfois associé à une qualité supérieure et/ou à l'affirmation d'un certain statut social dans l'esprit des utilisateurs (« effet de démonstration »). Pour ces « biens Veblen », la demande est une fonction croissante du prix.

## 2) L'offre

L'économiste classique français Jacques Turgot (1727-1781 -5-) formule la « loi des rendements décroissants » (ou « des rendements factoriels ») : au-delà d'un certain seuil, lorsque la quantité utilisée d'un facteur augmente (l'autre étant fixe), le coût de l'unité supplémentaire de produit augmente. Il s'agit du postulat fondateur de la notion d'économie de marché car la concurrence ne pourrait réguler les activités présentant des rendements croissants, par exemple celles qui fonctionnent en réseau (effet de club). En effet, l'entreprise au départ la plus importante bénéficierait en permanence d'un processus bouclé enchaînant la réduction de ses prix de revient et l'élargissement de son marché, ce qui lui permettrait d'éliminer ses rivales (6).

Sous peine de voir disparaître les producteurs, le montant des ventes doit au minimum couvrir les coûts. Par conséquent, le prix exigé par les offreurs est une fonction croissante de la quantité offerte (comme les coûts).

<sup>1</sup> Marshall Alfred, *Principes d'économie politique*, livre IV, 1890, 1906, Paris.

<sup>2</sup> Les mathématiciens disent que la dérivée de la fonction d'utilité totale, qui est égale à l'utilité marginale, est décroissante.

<sup>3</sup> Vilfredo Pareto nomme *ophélimité* la valeur d'usage qu'un individu accorde à un bien pour les satisfactions qu'il lui apporte en fonction de la quantité dont il dispose (Pareto Vilfredo Frederico, *Manuel d'économie politique*, 1896-1897, Lausanne, 1909, Paris).

<sup>4</sup> Marshall Alfred, *Principes d'économie politique*, 1890, 1906, Paris, livre III.

<sup>5</sup> Turgot Anne Robert Jacques, *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses*, 1766, Paris.

<sup>6</sup> Selon les auteurs néo-keynésiens, les firmes dans cette situation (« monopoles naturels ») doivent passer sous le contrôle de la collectivité (voir chapitre huitième, section première).

Plus tard, Alfred Marshall ajoute la loi des rendements d'échelle. Sur la longue période, les entreprises accumulent des savoir-faire et profitent de la faculté de s'agrandir, ce qui répartit les coûts fixes sur un volume toujours plus élevé de ventes et procure des opportunités supplémentaires de progrès technique. La productivité globale des facteurs s'accroît et le coût moyen diminue jusqu'à un seuil au-delà duquel il augmente à nouveau <sup>(1)</sup>. Sous l'effet de la concurrence, le prix de l'offre égalise tendanciellement le coût moyen, ces deux grandeurs se montrant à long terme plutôt inélastiques aux quantités produites conformément à la logique des rendements d'échelle.

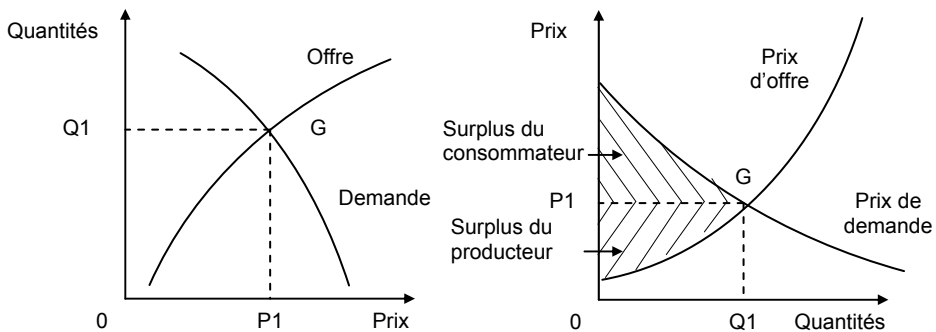
### 3) La rencontre de l'offre et de la demande

#### a) Le marché d'un bien particulier

##### *α) Les relations*

Tracées dans un même repère, deux courbes, l'une croissante (offre) et l'autre décroissante (demande), présentent forcément un point de concours qui indique pour quel prix et quelle quantité les comportements antagonistes des offreurs et des demandeurs trouvent un terrain d'entente comme le veut la loi « de l'offre et de la demande ». Pour schématiser le fonctionnement de celle-ci, Léon Walras <sup>(2)</sup> introduit un commissaire-priseur virtuel qui annonce tous les prix possibles pour enregistrer à chaque fois les quantités offertes et demandées (prix en abscisses, quantités en ordonnées).

#### La loi de l'offre et de la demande



#### REMARQUES

Q1 : quantité d'équilibre ; P1 : prix d'équilibre ; G : point de concours des deux courbes. Selon les comportements des agents, les formes des courbes peuvent varier. Le premier graphique se conforme à une approche walrassienne alors que le second illustre plutôt la démarche marshallienne.

Le « surplus du consommateur » est égal au total des débours que les demandeurs étaient prêts à consentir mais qu'ils ne supportent finalement pas du fait des conditions du marché. Il représente le supplément de satisfactions procuré par l'existence de celui-ci. Le « surplus du producteur » montre ce que, de leur côté, les offreurs ont gagné alors que certains d'entre eux étaient disposés à vendre à un prix inférieur à celui résultant de l'application de la loi de l'offre et de la demande.

Alfred Marshall suppose que les offreurs et les demandeurs communiquent le prix qu'ils exigent ou qu'ils acceptent de payer pour chaque quantité imaginable de biens à échanger. Ils dessinent ainsi deux courbes pour le « prix d'offre » et le « prix de demande » (quantités en abscisses et prix en ordonnées). L'auteur précise : « Il serait tout aussi raisonnable de discuter sur le point de savoir si c'est

<sup>1</sup> Voir chapitre deuxième, section première.

<sup>2</sup> Walras Léon, *Éléments d'économie politique pure ou théorie de la richesse sociale*, 1874, Lausanne.

la lame supérieure ou la lame inférieure d'une paire de ciseaux qui coupe un morceau de papier que de se demander si la valeur est déterminée par l'utilité ou par le coût de production » (1). [...] Pourtant, il parvient à différencier les influences respectives de la demande et de l'offre en soulignant que les élasticités changent dans le temps : « Lorsqu'une chose déjà produite doit être vendue, le prix que les gens voudront payer pour cette chose sera déterminé par le désir qu'ils ont de cette même chose, et en même temps, par la somme qu'ils peuvent y employer. [...] Et si une personne admet que le stock est invariable et qu'elle dise que le prix est déterminé par la demande, c'est une brièveté [approximation] qui, peut-être, est excusable. [...] Si nous prenons un exemple à l'extrême opposé, nous trouvons des marchandises qui se comportent à peu près strictement conformément à la loi du rendement constant, c'est-à-dire que leur coût moyen de production sera à peu près le même qu'elles soient produites par grandes ou par petites quantités. Dans ce cas, le niveau normal aux environs duquel oscillera le prix du marché sera représenté par ce coût de production défini et fixé (en monnaie). [...] On pourra alors être excusable de ne pas tenir compte de l'influence de la demande. [...] Ainsi nous pouvons poser en règle générale que plus sera courte la période que nous examinerons, et plus nous devons tenir compte de l'influence que la demande exerce sur la valeur ; et que, au contraire, plus cette période sera longue et plus importante sera l'influence exercée par le coût de production sur la valeur » (2). En introduisant le temps dans l'analyse, Alfred Marshall réconcilie en quelque sorte la conception réaliste de la valeur-travail des classiques (représentée par les coûts de production) et la conception subjective de la valeur-utilité des marginalistes (demande de raretés).

### Une représentation graphique du marché libéral des biens

Quadrants	Construction	Concepts néoclassiques
Q1	Courbe croissante accélérée.	L'offre de biens augmente avec les prix du marché, mais de moins en moins rapidement à cause du délai nécessaire à l'installation de nouvelles capacités de production (inélasticité croissante de l'offre à court terme).
Q2	Droite à 45°(bissectrice).	Cette droite assure le renvoi de la variable (prix) entre les quadrants Q1 et Q3.
Q3	Courbe décroissante accélérée.	La demande de biens diminue avec les prix du marché, et ce de plus en plus rapidement (élasticité croissante en valeur absolue).
Q4	Courbe (décroissante) construite à partir des trois précédentes.	Une infinité de courbes est possible en fonction des variations de l'offre et de la demande qui provoqueraient le déplacement des courbes de Q1 et Q3. Seul, le point de chaque courbe se trouvant sur la bissectrice est pertinent (égalité de l'offre et de la demande de biens).

REMARQUE : pour comprendre l'intérêt de ce schéma, il convient d'observer comment il s'intègre dans le polygraphe emboîté « T.M.B. » construit en annexe de l'ouvrage.

#### β) L'égalisation

L'arbitrage se produit au terme d'un processus en deux temps. *Ex ante* (au départ de la confrontation), l'offre et la demande « désirées », telles qu'elles résultent des souhaits des acteurs, sont inégales (grandeurs virtuelles). L'équilibre du marché étant alors impossible, les comportements vont s'ajuster conformément à la description de Gunnar Myrdal (1898-1987 -3-) :

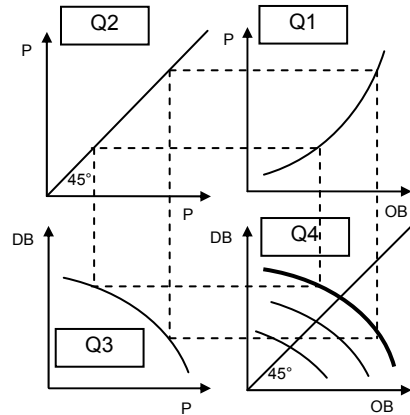
1 Marshall Alfred, *Principes d'économie politique*, livre V, 1890, 1906, Paris.

2 Marshall Alfred, *Principes d'économie politique*, 1890, 1906, Paris, chapitre V, livre V.

3 Cette distinction apparaît clairement pour la première fois dans la version allemande de Myrdal Gunnar, *l'Équilibre monétaire*, 1933.

- si, *ex ante*, la demande excède l'offre, les prix augmentent, ce qui réduit la première et accroît la seconde jusqu'à leur égalisation ; on entre alors dans le domaine des grandeurs réalisées (*ex post*) ;
- si, inversement, l'offre désirée dépasse la demande désirée, les prix diminuent, d'où croissance de la seconde et baisse de la première jusqu'à égalisation *ex post*.

Les données *ex ante* dessinent les deux courbes, mais seul le point de concours représente les grandeurs *ex post*, la réalité constatée du marché. C'est pourquoi il est abusif de parler sans autre précision de demande supérieure ou inférieure à l'offre.



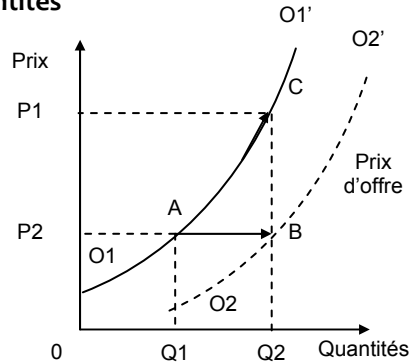
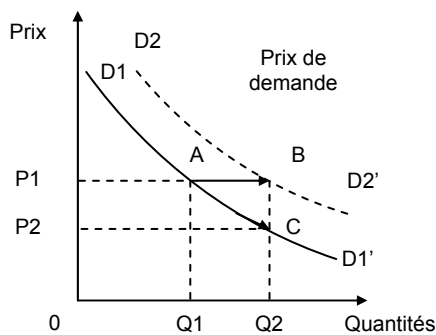
SYMBOLES  
 OB : offre de biens ; DB : demande de biens ; P : prix des biens.

γ) L'évolution du marché

Lorsque la demande d'un bien s'accroît (passage de D1D1' à D2D2'), le prix tend à s'élever, ce qui stimule les producteurs (perspective de profit). L'offre augmente (passage de O1O1' à O2O2') et le marché trouve un nouvel équilibre qui dépend de la forme des courbes, c'est-à-dire des comportements des entreprises et des ménages.

Ces changements observés sur un marché particulier provoquent une réaction en chaîne sur les autres. Par exemple, à pouvoir d'achat égal, l'augmentation de la demande d'un bien quelconque réduira celle adressée aux autres branches. La hausse exogène d'un prix (pétrole) diminuera le pouvoir d'achat et la demande globale. Grâce à cette connexion des marchés, la structure de l'offre se calque sur celle de la demande.

Changement des prix et changement des quantités



REMARQUE

Il faut bien distinguer déplacement sur la courbe et déplacement de la courbe. Dans le premier cas (de A à C), on examine des hypothèses différentes de couples prix-quantité à partir des mêmes comportements (la même courbe). Dans le second (A à B), on représente un changement des comportements (par exemple, un changement des préférences chez les consommateurs ou la découverte de nouvelles ressources naturelles du côté de l'offre).